

ARRÊTÉ RÉGLEMENTANT TEMPORAIREMENT LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT

Avenue Jean Jaurès / chemins des Sauzays et des Abattoirs

Le Maire de la Commune de Beaurepaire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, et la loi n° 83-8 du 07 janvier 1983,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

Vu la demande du 11 septembre 2026 de l'entreprise GACHET TP représenté par Monsieur David LORNAGE demeurant 30 montée du Cordier à 38260 CHAMPIER,

Considérant que pour permettre les travaux de reprises de branchements et les réfections définitives, et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise ou de la personne chargée de leur réalisation et des usagers de la voie, il y a lieu d'autoriser l'occupation du domaine public et de réglementer la circulation et le stationnement selon les dispositions suivantes,

Considérant qu'il appartient à l'Autorité Municipale de prescrire toute mesure utile dans l'intérêt du bon ordre et de la tranquillité publique, afin d'assurer la sûreté et la commodité de passage sur le domaine public,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le demandeur est autorisé à occuper le domaine public avenue Jean Jaurès (intersection avec le chemin des sauzaïs sur 30 mètres linéaires), chemins des Sauzaïs et des Abattoirs, lors des travaux de reprises de branchements et les réfections définitives.

ARTICLE 2 : Pendant les travaux les restrictions suivantes seront instituées au droit du chantier :

- la circulation s'effectuera en alternance et sera réglée manuellement ou par des feux tricolores selon le lieu
- le stationnement sera interdit au droit du chantier, sauf aux véhicules affectés au chantier.
- la vitesse sera limitée à 30km/h
- les panneaux de signalisation seront mise en place et entretenue par l'entreprise

Cette autorisation sera valable :

- du 15 septembre au 2 octobre 2026.

ARTICLE 3 : Le bénéficiaire devra signaler les travaux en application des dispositions du Code de la Route et de l'arrêté interministériel du 06 juin 1977 et de l'instruction sur la signalisation routière prise pour son application.

ARTICLE 4 : Les infractions au présent arrêté, seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 : Monsieur le Maire, les services de police et techniques municipaux et le Demandeur sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et transmis pour ampliation.

- Au Commandant de la brigade de gendarmerie de Beaurepaire
- Police Municipale
- Aux services techniques de la commune
- Au Lieutenant des sapeurs-pompiers de Beaurepaire
- A Monsieur le Responsable du centre d'entretien routier du Conseil Départemental

Fait à Beaurepaire, le 11 septembre 2026

Le Maire



Yannick PAQUE